**L'évolution historique de l'Eglise gréco-catholique de Roumanie
Ciprian GHIŞA**

*entre crochets droits [...] sous-titres et notes complémentaires des éditeurs*

**[1683-1700]**

 **L'union avec Rome dans la région habitée par la population roumaine du nord-ouest de la Hongrie,** précisément en Transylvanie, peut entrer dans le cadre des unions initié par l'établissement de l'Union de Brest à la fin du 16ème siècle [ex-Brest-Litovsk aujourd'hui en Biélorussie, alors dans la République des Deux Nations Pologne-Lituanie]. Après la défaite des Turcs sous les murs de Vienne en 1683, les Autrichiens orientèrent leur intérêt politique et militaire vers l'est, et s'engagèrent dans une vaste offensive qui étendit l'autorité de la Maison de Habsbourg sur d'importants territoires d'Europe centrale et du Sud-est. L'une de ces régions, la Transylvanie,[ principauté vassale du Royaume de Roumanie] fut intégrée à l'empire des Habsbourg à partir de 1691.

 C'est une principauté caractérisée par la diversité ethnique et religieuse que Vienne prit alors en charge. Issue de racines médiévales lointaines, l'organisation politico-religieuse de la Transylvanie était fondée sur l'existence de trois nations privilégiées (les Hongrois, les Saxons et les Sicules [population de langue hongroise sans rapport avec la Sicile]) et quatre religions reconnues (le catholicisme, le calvinisme, le luthéranisme et l'unitarisme [courant de la Réforme radicale ne reconnaissant pas la divinité de Jésus et la Trinité]). Les Roumains se trouvaient exclus de cette organisation aussi bien au point de vue national et politique qu'au point de vue religieux, c'est pourquoi l'Eglise orthodoxe ne bénéficiait d'aucune reconnaissance officielle. Les Roumains et leur religion, pendant la majeure partie du 17ème siècle, bénéficiaient d'une tolérance, mais étaient soumis à une forte influence et à l'offensive du calvinisme, la religion des princes de Transylvanie. Le clergé roumain, peu instruit, vivait dans des conditions déplorables, sans droits sociaux ni économiques, les prêtres étant considérés comme des serfs[[1]](#footnote-1).

 Après l'extension de la Réforme en Transylvanie, au milieu du 16ème siècle, l'Eglise catholique s'était trouvée aussi dans une situation très précaire au moment où le pays fut conquis par la Maison de Habsbourg. La Cour de Vienne encouragea l'activité des missionnaires catholiques pour tenter de sortir le catholicisme de son état d'infériorité par rapport aux autres religions de la principauté de Transylvanie[[2]](#footnote-2). Parmi les méthodes envisagées par Vienne pour atteindre cet objectif majeur, il faut citer la volonté d'attirer la population orthodoxe roumaine vers une union avec Rome, en suivant un modèle déjà appliqué dans la Hongrie du Nord et du Nord-Est[[3]](#footnote-3), et conçu par le futur cardinal Leopold Kollonitsch. Dans la perspective de cette union religieuse, les intérêts de l'État coïncidaient avec ceux promus par l'Eglise catholique. Qu'il s'agisse de l'homogénéité du bloc catholique de Transylvanie, de la cohésion interne de l'État ou de la dissolution du lien entre la population roumaine et les Etats orthodoxes du voisinage, tout cela constituait des raisons suffisantes pour que Vienne considère l'union comme une solution appropriée à une partie des problèmes religieux qui demandaient d'urgence son attention particulière[[4]](#footnote-4).

 En dépit de leurs graves réticences, les représentants de l'Eglise des Roumains de Transylvanie entamèrent des négociations pour une union avec l'Eglise romaine à partir d'une série de principes considérés comme intangibles. Ils parlaient au nom d'une population très attachée à ses anciennes traditions orientales, à son rite byzantin, à ses spécificités théologiques et liturgiques. L'union avec l'Eglise de Rome apparaissait comme la solution à une partie de leurs problèmes, mais une intégration totale, hiérarchique, structurelle, théologique et rituelle était hors de question et inacceptable. Jamais les fidèles ni le clergé n'auraient accepté une tradition "étrangère", un rite latin qui aurait pu les amener à la perte totale de leur identité. Qui plus est, il ne faut pas oublier que le catholicisme, comme le calvinisme, représentait l'adversaire principal de l'orthodoxie dans ces zones frontières de contact entre les univers spirituels occidental et oriental. La réponse évidente à ces contraintes se trouvait dans la présentation du modèle d'union négocié en 1439 au Concile de Florence [votée par les Grecs présents mais massivement refusée en Grèce], qui assurait aux "Grecs" la conservation sans altération de leur rite, de leur tradition, de leurs usages, de leur calendrier et de leur autonomie institutionnelle.

 C'est dans ces conditions que **se réalise** **l'union des Roumains de Transylvanie** dans les années 1697-1700, fruit de trois synodes unionistes organisés à Alba Iulia. Les représentants du clergé menés par les métropolites Teofil (1692-1697) et Atanasie Anghel (1698-1713) signèrent trois déclarations proclamant l'union de "l'Église des Roumains de Transylvanie" avec "l'Église catholique de Rome", acceptant "toutes les vérités tenues et confessées par cette Eglise", et principalement les quatre articles (les "articles de Florence") discutés au Concile de Florence [notamment la primauté du pape et le Filioque]. Étaient préservés le rite oriental, leur tradition et leur organisation institutionnelle. En même temps, ils réclamèrent les droits politiques, sociaux et économiques que leur avait promis l'empereur Léopold 1er, peu après l'intégration de la Transylvanie dans l'empire (des droits égaux à ceux des catholiques latins leur furent confirmés par deux décrets impériaux de 1699 et 1701). Les Jésuites, parmi lesquels Ladislau Baranyi, chapelain de l'Eglise romano-catholique d'Alba Iulia est cité nommément dans les documents de l'union, jouèrent un rôle essentiel dans la réalisation de cette union[[5]](#footnote-5).

 C'est ainsi qu'est née l'Eglise dite "uniate" de Transylvanie. Le siège hiérarchique fut fixé au départ à Alba Iulia, puis vite déplacé à Fagaras, dans le sud du pays, en conséquence du principe qui veut qu'il n'y ait pas deux hiérarques catholiques dans la même ville (l'évêque romano-catholique résidait également à Alba Iulia). Fagaras se révéla totalement inappropriée, car elle se trouvait au milieu d'une région de population majoritairement orthodoxe. C'est ainsi qu'avec l'aide de l'empereur Charles VI la résidence fut déplacée à Blaj en 1737, sous l'épiscopat de l'évêque Inochentie Micu Klein (considéré comme un héros national roumain, en tant que le premier à mener le combat pour les droits politiques et nationaux de ses concitoyens), devenant le lieu de plus grande valeur symbolique et identitaire pour le gréco-catholicisme transylvain.

**[1700-1948]**

 On peut identifier quatre étapes essentielles dans l'évolution institutionnelle de l'Eglise "uniate" de 1700 à 1948. La première période court de la fin du 17ème siècle jusqu'au moment où l'impact du réformisme initié par Marie-Thérèse et Joseph II produisit ses effets extraordinaires, discernables au début de l'épiscopat de l'évêque Grigore Maior (1773-1782). La seconde étape se place chronologiquement de 1773 à 1850, une phase de transformations continuelles, d'installation de nouvelles institutions ecclésiastiques déterminées particulièrement par les réformes initiées par l'État. Ce n'est que sous l'épiscopat de l'évêque Ioan Lemeni (1832-1850) qu'est revenue une certaine stabilité. La troisième période a commencé avec l'accession de l'Eglise "uniate" au rang métropolitain en 1853 et s'est poursuivie jusqu'en 1918, année où la Transylvanie a été réunie à l'Etat roumain à la fin de la première guerre mondiale. La dernière étape enfin a été marquée par les événements de l'entre-deux guerres, où l'Eglise gréco-catholique a fonctionné à l'intérieur du nouvel Etat roumain. Elle s'est terminée avec les décrets d'abolition de 1948 promulgués par le nouveau régime communiste.

**[1]** **La première période a été globalement caractérisée par le maintien des institutions du 17ème siècle.** Dans les toutes premières années de l'union, deux évolutions importantes se sont produites au niveau institutionnel : la fondation de l'évêché et l'introduction d'un nouveau système d'élection des évêques. La grande nouveauté a été la transformation du siège métropolitain de Transylvanie (qui était le rang de l'Eglise roumaine au moment de son union avec Rome en 1700) en simple évêché, décision prise sous l'épiscopat du hiérarque unioniste Atanasie Anghel, et officiellement confirmée par la bulle papale *Rationi congruit* de 1721 donnée par le pape Innocent XIII. La seconde modification, elle aussi imposée de l'extérieur à l'Eglise "uniate", a concerné le système d'élection des évêques. Le Grand Synode, principale institution de l'Eglise qui rassemblait les archiprêtres et les représentants des districts ecclésiaux, a perdu son rôle décisionnel. A partir de ce moment, il n'a plus eu à élire que trois candidats. Son vote n'était plus que consultatif, car c'est l'empereur à Vienne qui désignait le nouveau hiérarque sans être obligé de choisir celui des candidats qui avait recueilli la majorité des voix lors du synode électoral. Qui plus est, le souverain pouvait choisir un quatrième candidat si nécessaire, en ignorant totalement les suggestions du clergé. L'élu devait être confirmé par le Pape.

 Au point de vue de la structure institutionnelle au niveau central, le hiérarque "uniate" était assisté d'un vicaire général (le premier est cité dès 1701), ce qui était une institution nouvelle pour l'Eglise gréco-catholique. Elle était d'inspiration latine, car elle avait été suggérée par les Jésuites qui furent constamment présents à la vie de l'Eglise jusqu'à l'abolition de leur ordre ; un théologien jésuite était chargé d'accompagner les évêques gréco-catholiques, dans le but de les aider et de les superviser, ainsi que de préserver la foi dans sa pureté. L'évêque bénéficiait aussi de l'assistance d'un consistoire, créé en 1728, de 12 membres (les assesseurs) désignés parmi les archiprêtres. Cette institution était connue sous le nom de "Petit Synode".

 La principale institution de cette période fut sans conteste le Grand Synode. C'était une institution représentative dont les décisions avaient un rôle normatif pour toute l'Eglise. Il devait normalement se réunir chaque année pour assurer un contrôle efficace sur l'activité de l'évêque, et était composé de l'évêque, des archiprêtres, de prêtres, et plus rarement de laïcs. Le Grand Synode fut organisé assez régulièrement jusqu'en 1772.

 En 1747 s'ouvrit à Blaj le monastère de la Sainte Trinité, destiné aux moines de l'ordre de St Basile. Ils devaient remplacer les prébendiers [ecclésiatique dont la charge est associée à un revenu] d'un *capitulum,* chapitre latin, à une époque où l'évêché de Fagaras n'avait pas d'institution de cette sorte. C'est une bulle papale de 1721[[6]](#footnote-6) qui avait recommandé que les moines jouent le rôle de conseillers, d'enseignants et de missionnaires dans le diocèse. C'est ainsi que ce monastère de type oriental dépassa son objet spirituel et devint un organisme important d'administration du diocèse et de formation théologique. Il représente une autre adaptation d'une institution typiquement occidentale, le chapitre, aux réalités concrètes d'un évêché de rite grec.

**[2]** **C'est dans la seconde période que le grand changement se produisit, sous l'influence des réformes imposées par la Cour viennoise[[7]](#footnote-7).** Dans cette étape, le rôle de Rome fut pratiquement inexistant. Le réformisme de Marie-Thérèse et de Joseph II [ le joséphisme] affecta l'évolution institutionnelle de l'Eglise "uniate", affrontée à la nécessité de s'adapter à une réalité nouvelle. Par ailleurs dans cette période, le besoin de modernisation et de transformation de l'Eglise "uniate" était évident et plutôt urgent. La lente administration ecclésiastique, qui souvent ne contrôlait que partiellement le territoire de ce grand diocèse, avait besoin de gagner en efficacité. Le diocèse de Fagaras était le plus grand évêché de l'empire. Les institutions centrales de Blaj ne pouvaient pas appréhender clairement les situations locales. Différents problèmes surgissaient du fait d'une mosaïque religieuse complexe, surtout dans les zones en contact direct avec l'orthodoxie d'au-delà des Carpates (Sofronie de Cioara, moine envoyé dans la région par le métropolitain orthodoxe de Karlowitz, suscita un puissant mouvement anti-unioniste en Transylvanie entre 1759 et 1761), mais aussi à cause des difficultés des évêques à imposer leur autorité à l'élite cléricale locale des archiprêtres, qui jouissaient d'une grande influence et de prérogatives suffisantes comme chefs de leur district. Les changements apportés entre 1772 et 1850, librement ou sous l'influence des réformes impériales, affectèrent une grande partie des structures institutionnelles traditionnelles.

 La plupart des transformations eurent lieu au niveau central. En raison de la politique hostile aux monastères pratiquée par Joseph II, le nombre de moines du principal monastère de la Sainte Trinité fut réduit à 11, les frères devant se limiter aux activités à destination des jeunes et d'ordre éducatif. En 1804 il ne restait que 3 moines, et 2 en 1851[[8]](#footnote-8). Malgré quelques tentatives de revitalisation de la vie monastique à Blaj et dans l'Eglise gréco-catholique en général, des signes de redémarrage n'apparurent guère avant la fin du 19ème siècle et dans la période de l'entre-deux guerres (il faut mentionner les monastères de Bixad et Nicula, centres spirituels importants pour le gréco-catholicisme transylvain dans les troisième et quatrième décennies du 20ème siècle).

 Dans ces conditions, la gestion centrale du diocèse fut gravement affectée, dans la mesure où les moines constituaient la base du consistoire. C'est pourquoi les mesures prises pour réformer l'administration centrale du diocèse empruntèrent deux directions : la fondation du chapitre cathédral*,* en 1807 sous la houlette de l'évêque Ioan Bob (1782-1830) ; et la restructuration du consistoire en une structure plus large ; il fut rejoint par des représentants de l'élite ecclésiastique locale, des professeurs de l'académie théologique de Blaj (totalement restructurée en 1831) et du monastère.

 C'est ainsi qu'on peut remarquer l'existence d'un processus de centralisation du pouvoir, l'autorité se concentrant de plus en plus dans les mains des évêques et des organismes dépendant directement d'eux. Cette réalité a été également renforcée par l'évolution de l'institution du synode diocésain à partir des années 1780, sous l'influence de la position de l'Etat autrichien qui s'opposait en permanence à la réunion de grandes assemblées ecclésiastiques susceptibles de se transformer si facilement en mouvements politiques et nationaux. D'autre part ses compétences furent fortement réduites pendant ces décennies, tout particulièrement après la constitution du chapitreet la rénovation du consistoire. Entre 1773 et 1850 le Grand Synode ne se réunit que six fois, pour élire un nouvel évêque ou pour déclarer sa loyauté à l'empereur. C'est seulement en 1821 et 1833 que furent discutées des questions ecclésiastiques et scolaires.

 Cette paralysie du synode diocésain a engendré une certaine déviation du système d'administration collégiale d'origine orientale vers un système plus hiérarchique et pyramidal qui a rapproché l'Eglise gréco-catholique de Transylvanie du modèle organisationnel et fonctionnel du diocèse romano-catholique. C'était là le modèle qui guidait l'élite gréco-catholique dans le processus de réforme des institutions ecclésiastiques. C'était l'option évidente et naturelle. Mais cette période de stabilité structurelle fut courte (1830-1850), car une autre série de transformations inévitables se produisit alors que le diocèse de Fagaras était élevé au rang métropolitain et deux autres diocèses fondés, Gherla et Lugoj.

**[3]** En 1853 la bulle *Ecclesiam Christi* du pape Pie IX éleva donc le diocèse de Fagaras au rang métropolitain. C'est ainsi que fut fondé le **Siège métropolitain d'Alba Iulia et Fagaras** - le nom qu'il porte encore aujourd'hui. Le premier métropolite élu fut Alexandru Sterca Sulutiu (1853-1868)[[9]](#footnote-9). Il avait trois diocèses suffragants [rattachès à une province ecclésiastique sous la responsabilité d'un archevêque métropolitain] : le diocèse d'Oradea (ce diocèse "uniate" fut fondé en 1777 dans la région de Bihor, extérieure à la principauté de Transylvanie[[10]](#footnote-10)), et les diocèses récemment créés de Lugoj et Gherla[[11]](#footnote-11). Ces transformations donnèrent naissance à une autre situation particulière : sur le territoire de l'Eglise métropolitaine coexistèrent pendant une période assez longue plusieurs modèles organisationnels. Dans le diocèse d'Alba Iulia et Fagaras le modèle institutionnel et administratif d'avant 1850 continua à fonctionner, alors que le diocèse d'Oradea avait la même structure qu'un diocèse latin, ce qui perdura jusqu'au début du 20ème siècle. D'autre part au début, les nouveaux diocèses de Lugoj et Gherla reprirent beaucoup d'éléments structurels caractéristiques d'Oradea, qui coexistèrent avec les réalités institutionnelles particulières à Blaj. Une tendance à l'uniformisation se manifesta après 1870, mais l'imposition d'un modèle unique, le modèle central de Blaj, dut attendre l'entre-deux guerres. La structure administrative territoriale de l'Eglise gréco-catholique de Roumanie ne fut achevée qu'en 1930 quand le diocèse de Maramures fut constitué dans le nord du pays.

 La période d'après 1850 a été marquée par un grand effort de redéfinition des éléments fondamentaux spécifiques du système théologique, doctrinal, disciplinaire et rituel de l'Eglise "uniate". Ce but a été atteint dans les années suivant la participation des hiérarques roumains au 1er Concile du Vatican[[12]](#footnote-12) ( le métropolitain Ioan Vancea (1869-1892)[[13]](#footnote-13) et l'évêque d'Oradea Iosif Pop Szilayi ) au cours des trois synodes provinciaux de 1872, 1882 et 1900. Ils affirmèrent la spécificité orientale du catholicisme gréco-catholique transylvain, mais alignèrent également l'Eglise sur les directives doctrinales soutenues par Rome.

**[4]** En 1918 la Transylvanie fut réunie à la Roumanie, ce qui se traduisit pour l'Eglise "uniate" par une nouvelle situation, celle d'Eglise minoritaire[[14]](#footnote-14). Cela amena des relations compliquées entre l'Eglise et le nouveau gouvernement roumain, comme l'illustrèrent les discussions autour de la loi sur les Cultes, le salaire des prêtres ou la question des écoles confessionnelles. Dans toutes ces situations, l'élément-clef était les relations entre les catholiques de rites latin et grec, et l'Église orthodoxe roumaine.

 Dans l'ancien royaume de Roumanie avant la première guerre mondiale, le nombre des catholiques latins était assez faible. L'union avec la Transylvanie amena un changement de situation significatif. A titre d'exemple, le recensement de 1930 fit apparaître 13.108.227 orthodoxes, 1.427.391 gréco-catholiques et 1.234.151 romano-catholiques[[15]](#footnote-15).

 Des relations tendues s'installèrent entre les orthodoxes et les catholiques pour des raisons multiples et fort complexes. Pour commencer, dans le royaume de Roumanie d'avant 1918 la manière d'interagir des catholiques avec le reste de la société apparaissait comme un vrai exercice d'altérité pour les orthodoxes roumains ; les catholiques d'origine roumaine étaient souvent traités comme des étrangers, alors que la hiérarchie catholique était considérée comme "un objet étranger insidieux, et une menace permanente au milieu d'eux" (les Roumains)[[16]](#footnote-16).

 C'est pourquoi les relations entre les "uniates" et l'Eglise orthodoxe roumaine continuèrent à souffrir de nombreux moments de tension, tant au niveau central que local. Le plus évident fut la signature d'un concordat entre l'Etat roumain et le Vatican en 1929, couronnant de longues négociations commencées en 1918. Elle entraîna une violente protestation de la hiérarchie orthodoxe, du clergé, de la presse religieuse et des associations de laïcs[[17]](#footnote-17). L'Eglise gréco-catholique était incluse dans le traité avec l'Eglise romano-catholique, dans une vision unitaire appuyée sur le principe suivant : il n'y a qu'une Eglise catholique en Roumanie, avec trois rites, le rite latin (Hongrois, Allemands, Roumains), le rite grec (Roumains, Ruthènes) et le rite arménien (Arméniens).

 Parmi les principales raisons de la conclusion d'un accord avec le Saint-Siège, on peut citer les suivantes : les juridictions ecclésiastiques catholiques devaient être réorganisées en accord avec les nouvelles frontières roumaines ; il fallait clarifier le statut des paroisses roumaines annexées en 1912 au diocèse gréco-catholique de Hajdudorogh[[18]](#footnote-18) ; il fallait clarifier le fonctionnement des institutions catholiques culturelles et charitables[[19]](#footnote-19).

 Les relations entre "uniates" et orthodoxes étaient plus évidentes en Transylvanie, mais aussi à Bucarest, à cause du nombre croissant de gréco-catholiques qui émigraient vers la capitale, surtout après 1918, beaucoup d'entre eux étant politiquement actifs. Au niveau local, les frictions étaient provoquées par des questions pastorales, matérielles ou politiques, mais aussi par le fait que chaque partie se revendiquait comme la vraie Eglise nationale du peuple roumain[[20]](#footnote-20).

 En 1948 l'Eglise "uniate" de Roumanie était censée célébrer ses 250 ans d'histoire. Au moment où **l'Eglise gréco-catholique a été abolie par le régime communiste nouvellement installé**, elle possédait une identité très spécifique qui combinait des éléments orientaux et latins. Au 18ème siècle, les polémistes orthodoxes faisaient remarquer, avec une ironie accusatrice, que cette combinaison faisait de l'uniatisme une "troisième voie"[[21]](#footnote-21). Quoi qu'il en soit, l'Eglise gréco-catholique présentait un profil unique, maintenant la pureté de la foi catholique tout en développant et en adaptant sa propre tradition à partir du rite grec et des traditions orientales. Et le discours sur l'identité de l'Eglise "uniate" atteignait son sommet dans l'entre-deux guerres, dans la promotion de thèmes fondamentaux, soit anciens et traditionnels, soit nouveaux et issus des réalités et de l'évolution historique et religieuse de l'époque.

 Pour ce qui est des thèmes traditionnels, ils proclamaient que l'union avec Rome suivait le modèle de Florence ; que la foi catholique était vraie et rédemptrice ; que l'union dans la foi permettait la diversité des rites ; que l'union avec l'Eglise de Rome avait été très profitable au peuple roumain, sur le plan culturel comme sur le plan spirituel, en le tirant de l'ignorance et en créant des liens avec la culture occidentale.

 Les thèmes nouveaux étaient celui de la catholicité, l'idée d'appartenir à l'univers catholique, à la grande famille catholique, d'avoir le Pape pour père et chef ; celui-ci était très lié à la conscience de cette universalité. S'ajoutaient le fait que la foi catholique était celle des ancêtres des Roumains, le développement du sentiment de fidélité au Pontife romain, le développement d'une piété catholique qui comprenait des pratiques rituelles d'origine latine comme le chemin de croix, le rosaire, la vénération de saints latins comme St Antoine de Padoue, le développement de l'Action Catholique, surtout après 1929-1931. Mais aussi l'idée que l'Eglise gréco-catholique était la véritable Eglise nationale, un thème majeur dans une période où les tendances nationalistes s'affirmaient, en Europe en général comme en Roumanie ; l'accent mis sur l'image de Blaj comme centre spirituel et culturel des Roumains gréco-catholiques, qui apportait les lumières de la culture à la nation roumaine ; une double altérité, à côté de l'altérité traditionnelle avec les orthodoxes, par rapport aux nouvelles Eglises protestantes, les Adventistes, les Nazaréens, les Baptistes.

 Malheureusement les célébrations durent être annulées quand le régime communiste s'installa en Roumanie à la fin de 1947. L'Eglise fut d'abord affectée par une série de mesures du nouveau gouvernement, le 11 juin 1948 la loi de nationalisation des principaux moyens de production, de la banque, des transports, des mines et des assurances ; le 18 juillet 1948 l'annulation par l'Etat roumain du concordat avec le Vatican ; le 3 août 1948 (décret 176) le transfert des écoles confessionnelles à l'Etat ; le 22 août 1948 (décret 177) la loi sur les cultes ; le 3 septembre 1948 la suppression du salaire des prêtres.

 Le 1er octobre 1948 l'Eglise orthodoxe convoqua une assemblée générale du clergé gréco-catholique à Cluj, puis une autre à Bucarest (le 3 octobre au palais patriarcal). A Cluj, 38 prêtres furent rassemblés sous la menace. Ils signèrent le retour de l'Eglise gréco-catholique à l'Eglise orthodoxe. Aucun des évêques "uniates" n'était présent. L'acte fut ratifié le 18 octobre 1948 par l'Eglise orthodoxe, et l'Etat communiste lui donna valeur définitive. Le 21 octobre 1948, 250 ans exactement après la signature de l'union entre l'Eglise roumaine de Transylvanie et Rome en 1698, le synode de l'Eglise orthodoxe roumaine célébra la réunification de l'orthodoxie en Transylvanie. Les 27 et 28 octobre 1948 eut lieu l'arrestation de tous les évêques gréco-catholiques, Valeriu Traian Frentiu, Alexandru Rusu, Ioan Balan, Iuliu Hossu, Ioan Suciu, Vasile Aftenie ; tous allaient subir de longues années d'emprisonnement dans les prisons communistes de Bucarest, Sighet, Gherla, Aiud où certains moururent (Vasile Aftenie, Valeriu Traian Frentiu, Ioan Suciu, Alexandru Rusu). Finalement, le 1er décembre 1948 (décret 358) le régime communiste abolit l'Eglise gréco-catholique.

**[1989 . . .]**

 Conséquence de la révolution anti-communiste de 1989, l'Eglise gréco-catholique réapparut en tant que membre actif de la vie confessionnelle en Roumanie. Les diocèses furent réorganisés sur le modèle de la structure de 1948, les séminaires théologiques diocésains rouverts et les paroisses réactivées dans les régions où les fidèles étaient de nouveau présents. L'Eglise était dirigée par le métropolite Alexandru Todea, créé cardinal en 1991 par le pape Jean-Paul II, puis après 1994 par le métropolite Lucian Muresan. En 2005 l'Eglise "uniate" de Roumanie fut élevée au rang d'archevêché majeur. Le 6 janvier 2012, le métropolite Lucian Muresan fut créé cardinal par le pape Benoît XVI.

 L'Eglise gréco-catholique a affronté encore une fois une situation nouvelle : en raison de la persécution communiste, le nombre de ses fidèles a été fortement réduit par rapport à la situation d'avant 1948 ; c'est pourquoi sa caractéristique minoritaire est plus flagrante aujourd'hui, dans un pays à forte majorité orthodoxe : lors du recensement de 2002, 18.817.975 personnes se déclaraient orthodoxes, 191.556 gréco-catholiques, et 1.026.429 romano-catholiques[[22]](#footnote-22). Le nombre de gréco-catholiques a diminué dans la décennie suivante, conformément à une tendance qui a affecté toutes les Eglises de Roumanie. En 2011, il y avait 16.367.267 orthodoxes (86% de la population totale), ce qui signifie que l'Eglise orthodoxe de Roumanie avait perdu 13% de ses fidèles depuis 2002 ; mais il n'y avait plus que 160.275 "uniates" (0,8% de la population), ce qui signifie que l'Eglise gréco-catholique avait perdu 16,4% de ses fidèles depuis 2002.

 L'Eglise gréco-catholique doit encore gérer des relations très tendues avec l'Eglise orthodoxe roumaine, et dans certaines situations également avec l'Etat roumain, dans la mesure où les problèmes relatifs aux propriétés et aux églises détenues avant 1948 ont donné lieu à de nombreux conflits, surtout dans les années 90. Il apparaît encore des conflits locaux liés à des problèmes de construction d'églises, de célébrations alternatives des liturgies, de cimetières, de conversions possibles, de propriétés foncières, etc. Une commission paritaire gréco-catholique - orthodoxe a fonctionné entre 1998 et 2004 sur le sujet des restitutions de propriétés, avec un succès limité : sur 2600 églises, seules 300 furent restituées à l'Eglise "uniate".

*- traduction de l'anglais en français, Gérard Fischer*

*- notes complémentaires entre crochets, Yves Calais, Agnès Rose.*

1. E. Morini a décrit cet état, également caractéristique de l'Eglise des Roumains de Transylvanie,

comme un "état d'urgence", une période de crise grave exigeant une réforme, une régénération. E.

Morini, "L'identitàdelle Chiese Orientali Catholiche : prospetive storiche", dans *L'Identità delle Chiese*

*Orientali Catoliche*, (Vatican : Libreria Editrice Vaticana, 1999), p. 61-62. [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour la situation du statut catholique en Transylvanie, voir : Mathias Bernath, *Hbsburgii si inceputurile*

*formarii natiunii romane*, (Cluj-Napoca : Ed. Dacia, 1994), p. 73-86. [↑](#footnote-ref-2)
3. Un événement important pour l'histoire du phénomène d'union ecclésiastique se produisit à la fin du

17ème siècle (1685-1690) [ l'Union de Uzhorod], dans le contexte de la Contre-réforme des Habsbourg,

lorsqu'une partie des Roumains, des Grecs et des Ruthènes de la région de Satmar acceptèrent l'union

avec l'Eglise catholique. Voir : Ovidiu Ghitta, *Nasterea unei biserici,* (Cluj-Napoca : Ed. Presa

Universitara Clujeana, 2001). [↑](#footnote-ref-3)
4. Ovidiu Ghitta, "Implicatii soirituale ale consilidarii dominatiei habsburgice in Ungaria Superioara si

Transilvania (secolul XVII - inceputul secoluilui XVII)" in *Cultura si societate in epoca moderna,*ed. N.

Bocsan, N. Edroiu, A. Radutiu (Cluj-Napoca: Ed. Dacia, 1990) p. 33-34 ; Mathias Bernath, *op.cit.*, p. 73. [↑](#footnote-ref-4)
5. Pour les événements qui menèrent à la réalisation de l'union, voir : Greta Monica Miron, *Biserica*

*greco-catolica div. Transilvania ; Cler si enoriasi (1697-1782)*, (Cluj-Napoca : Ed. Presa Universitara

Clujeana, 2004), p. 33-64. [↑](#footnote-ref-5)
6. O. Barlea, "Biserica Romana Unita si ecumenismil Corifeilor renasterii cilturale", *Perspective 3-4* Jan-

Jun (1983), p 45-46 ; Greta Monica Miron, *op.cit.*, p. 102. [↑](#footnote-ref-6)
7. Pour l'évolution institutionnelle dans cette période, voir : Daniel Dumitran, *Un timp al reformelor.*

*Biserica Greco-Catolică din Transilvania sub conducerea episcopului Ioan Bob (1782-1830)*, (Bucureşti:

Ed. Scriptorium, 2005), p. 39-106; Ciprian Ghișa, *Episcopia greco-catolică de Făgăraș în timpul*

*păstoririi lui Ioan Lemeni (1832-1850)*, vol. 1 (Cluj-Napoca: Ed. Argonaut, 2008). [↑](#footnote-ref-7)
8. Augustin Pop, ”Călugării de la Blaj şi rolul lor în viaţa culturală a neamului”, *Cultura Creştină*, 4-5

(1937), p. 319-321; Ioan Rațiu, ”Din trecutul ordului Bazilitan”, *Anuarul Institutelor de Învăţământ Greco-*

*Catolice din Blaj* (1911-1912), LVIII-LIX. [↑](#footnote-ref-8)
9. Pour l'administration pastorale du Métropolitain Alexandru Sterca Sulutiu, voir : Ioana Mihaela Bonda,

*Mitropolia Română Unită în timpul păstoririi lui Alexandru Şterca Şuluţiu (1853 - 1867)*, (Cluj-Napoca:

Ed. Presa Universitară Clujeană, 2008). [↑](#footnote-ref-9)
10. Pour l'évolution du diocèse d'Oradea, voir : Iudita Căluşer, *Episcopia Greco-Catolică de Oradea*,

(Oradea, 2000). [↑](#footnote-ref-10)
11. Pour l'évolution de ces deux nouveaux diocèses, voir : Ana Victoria Sima, *O episcopie și un ierarh.*

*Înființarea episcopiei greco-catolice de Gherla și organizarea sa în vremea episcopului Ioan Alexi*, (Cluj-

Napoca: Presa Universitară Clujeană, 2003); Luminita Wallner-Bărbulescu, *Zorile modernității.*

*Episcopia greco-catolică de Lugoj în perioada ierarhului Victor Mihalyi de Apșa*, (Cluj-Napoca: Ed.

Presa Universitară Clujeană, 2007). [↑](#footnote-ref-11)
12. Pour la participation des hiérarques roumains au Concile Vatican I, voir : Nicolae Bocșan, Ioan Cârja,

*Biserica Română Unită la Conciliul ecumenic Vatican I*, (Cluj-Napoca: Ed. Presa Universitară Clujeană,

2001) [↑](#footnote-ref-12)
13. Pour l'administration pastorale du métropolite Ioan Vancea, voir : Ioan Cârja, *Biserică și societate în*

*Transilvania în perioada păstoririi mitropolitului Ioan Vancea (1869-1892)*, (Cluj-Napoca: Ed. Presa

Universitară Clujeană, 2007). [↑](#footnote-ref-13)
14. Pour l'évolution de l'Eglise gréco-catholique dans l'entre-deux guerres, voir : Ioan Marius Bucur, *Din*

*istoria Bisericii Greco-Catolice Române (1918 - 1953)*, (Cluj-Napoca: Ed. Accent, 2003). [↑](#footnote-ref-14)
15. Le recensement de 1930 fit apparaître une population totale en Roumanie de 18 057 028 habitants :

12.981.324 Roumains ; 1.425.507 Hongrois ; 745.421 Allemands ; 728.115 Juifs ; 582.115 Ruthènes,

Ukrainiens ; 409.150 Russes, et d'autres communautés plus petites de Roms, de Turcs, de Tchèques,

de Slovaques, de Serbes, de Croates, de Polonais, de Grecs, de Tatars, d'Arméniens, etc. Voir : *Istoria*

*Românilor*, vol. VIII. *România întregită (1918-1940)*, coord. I. Scurtu, (Bucureşti: Ed. Enciclopedică,

2003), p. 32-34. [↑](#footnote-ref-15)
16. S. Mitu, „*Rămăşiţele zilei*: universalism catolic versus particularism naţional în opera lui Raymund Netzhammer”, in *Studia Universitatis “Babeş-Bolyai”. Historia*, vol. 50, nr. 2, 2005, p. 210. [↑](#footnote-ref-16)
17. Concernant la réaction de l'Eglise orthodoxe au Concordat, voir : Ciprian Ghișa, ”Întărind vechi

alterităţi, ridicând noi frontiere : Concordatul dintre România şi Vatican – 1929”, *Studia Universitatis*

*Babeş-Bolyai, Theologia Catholica*, LV/4 (2010), p. 43-56. [↑](#footnote-ref-17)
18. Le diocèse d'Hadjdudorogh [ville de Hongrie]. Certaines paroisses roumaines devaient entrer dans sa

juridiction. Cette décision provoqua une série de réactions violentes de la hiérarchie gréco-catholique

roumaine. Dans cette situation la question nationale était très prégnante. Voir : *Românii greco-catolici şi*

*Episcopia de Hajdudorogh (1912). Contribuţii documentare*, vol. coord. de C. Cârja, (Cluj-Napoca: Ed.

Presa Universitară Clujeană, 2009), p. 9-56. [↑](#footnote-ref-18)
19. I. M. Bucur, *op. cit*., p. 50. [↑](#footnote-ref-19)
20. Pour la manière dont la conscience nationale et l'identité nationale des Roumains de Transylvanie

s'est développée, et pour les remations entre les Roumains et les Hongrois, voir : S. Mitu, *Die ethnische*

*Identität der Siebenbürger Rumänen. Eine Entstehungsgeschichte*, (Köln: Böhlau Verlag, 2003). [↑](#footnote-ref-20)
21. C. Ghișa, *Biserica Greco-Catolică din Transilvania 1700-1850. Elaborarea discursului identitar*, (Cluj-

Napoca: Ed. Presa Universitară Clujeană, 2006), p. 255-261. [↑](#footnote-ref-21)
22. Voir: <http://www.insse.ro/cms/files/RPL2002INS/vol4/tabele/t5.pdf> [↑](#footnote-ref-22)